

SURPLUS OU DYNAMIQUE DE GROUPE ?

UN EXEMPLE POLYNÉSIEEN

par Claude ROBINEAU

Les controverses qui se sont élevées, il y a quelques années, à propos de la notion de surplus et de ses implications montrent la nécessité, en anthropologie économique, de rapporter aussi précisément que possible — pas à pas peut-on dire — les analyses qui entrent en discussion à des faits concrets et à leur contexte (1).

Le surplus et ses implications sont nés d'une conjonction de l'histoire et de l'économie politique (2). L'une et l'autre exploitent l'idée d'un surproduit social qui permet à une classe uniquement productive de services de subsister et à la société tout entière de dépasser le niveau de l'économie de subsistance.

Dans leur quête de phénomènes fondamentaux, les « institutionnalistes » de *Trade and Market...* (3) ont voulu utiliser à leur profit le concept du surplus en faisant, à la fois, la critique d'une conception abstraite de l'économie et des bases marxistes concernant l'exploitation de l'homme ; mais ils n'ont pu empêcher la suite du débat de s'enliser dans les marécages des besoins humains biologiquement définis.

Je pense qu'un tel résultat aurait pu être évité si la discussion

(1) Harry W. PEARSON, 1965 (1^{re} éd., 1957), *The Economy has no Surplus. Critique of a theory of Development, Trade and Market in the Early Empires*, New York, The Free Press, p. 320-341.

Marvin HARRIS, 1959, *The Economy has no Surplus ?*, A.A., 61, April, p. 185-199.

George DALTON, 1960, *A note of clarification on economic surplus*, A.A., 62, p. 483-490.

(Abréviations utilisées : A.A., *American Anthropologist*, Washington D. C. ; B.S.E.O., *Bulletin de la Société des Etudes océaniques*, Pape'ete, Tahiti ; J.P.S., *Journal of the Polynesian Society*, Wellington, New Zealand ; J.S.O., *Journal de la Société des Océanistes*, Paris ; I.N.S.E.E., Institut national de la Statistique et des Etudes économiques, Paris ; O.R.S.T.O.M., Office de la Recherche scientifique et technique outre-mer, Paris.)

(2) Ce sont les travaux de V. Gordon Childe (CHILDE, 1946, *What happened in History*, New York) sur la « révolution » urbaine qui ont mis l'accent sur la nécessaire production d'un surplus dans les cultures anciennes du Moyen-Orient pour expliquer la diversification sociale liée à l'apparition des cités. Dans la société industrielle capitaliste, la thèse de la plus-value, moteur du développement capitaliste de la société, découle des prémisses posées par les économistes de l'école classique anglaise et développées par Marx.

(3) K. POLANYI, C. M. ARENSBERG, H. W. PEARSON, *Trade and Market in the Early Empires*, New York, The Free Press, 2^e éd., 1965 (1^{re} éd., 1957).

avait porté sur un ou plusieurs exemples précis qui auraient défini le champ de la recherche, délimité les contours et maintenu la réflexion dans les limites du possible. Plutôt que de chercher à définir en termes énergétiques le minimum des subsistances requis au-delà duquel il y a surplus et d'opposer à cette tentative la variété et l'élasticité des besoins d'ordre social et culturel, le débat eût pu mettre l'accent sur ce qu'il convenait concrètement d'appeler « surplus », sur le mécanisme de sa formation et sur le rôle des forces sociales qui le créent.

L'ambivalence de la notion de surplus comprise, soit comme le phénomène descriptif d'un état présent et constaté de l'économie, soit comme un concept explicatif dans la reconstruction *ex post* d'un développement économique déjà intervenu a été soulignée (1), ainsi que l'impasse à laquelle ont abouti les auteurs : fait constaté, le surplus ne peut être rapporté à l'indice d'un développement économique ; concept explicatif, il n'est pas susceptible de preuve (2).

Allant plus loin, deux remarques viennent à l'esprit :

1^o Les auteurs de *Trade and Market* se sont placés dans des conditions d'analyse défavorables : un milieu de recherche très hétérogène, formé d'une perception généralisée des besoins humains dépouillée de tout contexte spécifique social ou culturel et d'un fait historique connu de façon approximative : le « décollage » des civilisations du Moyen-Orient. De sorte que l'impasse était inévitable.

2^o Dans toute la discussion, l'idée de surplus est envisagée selon une conception mécanique du développement économique et social, alors qu'on peut se demander si le développement ne serait pas plutôt le produit d'un groupe agissant. En d'autres termes, on en vient à formuler une interrogation sur la cause du développement économique : est-il produit par le surplus ou par une dynamique de groupe ?

Je vais essayer de répondre en me fondant sur des exemples concrets pris dans un même foyer d'expérience et en montrant que si la production d'une masse de biens et services qu'on peut appeler « surplus » est nécessaire, elle n'est pas suffisante pour expliquer le développement d'un milieu économique et social.

Mon foyer d'expérience est une petite île polynésienne de 4 400 habitants environ en 1967, proche de Tahiti, et composée d'une douzaine de villages variant entre 200 et 1 000 personnes. L'étude a été engagée à deux niveaux — niveau d'ensemble et niveau villageois — permettant à la fois une analyse des mai-

(1) PEARSON, *ibid.*, p. 321 et DALTON, *ibid.*, p. 483.

(2) DALTON, *ibid.*, p. 483.

sonnées, de leur budget, des subsistances et de l'accumulation de capital, et la perception globale des grands phénomènes actuels qui conditionnent leur développement : urbanisation et mutation sociale. Depuis toujours, l'île de Mo'orea (1) a intimement participé à l'histoire tahitienne. Aussi permettra-t-elle d'illustrer de façon concrète l'épanouissement d'une couche dominante dans la population des îles de la Société avec ses implications économiques et sociales. Je m'efforcerai de montrer dans ce premier exemple que le phénomène d'accumulation de capital et d'investissements économiques et sociaux qui s'est développé à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle a été lié au dynamisme de cette couche dominante.

Dans un second exemple, je me référerai à la période actuelle et aux effets économiques et sociaux provoqués par la transformation de la conjoncture dans les cinq dernières années (déclin des bases productives traditionnelles, développement d'un salariat sans précédent) et je montrerai que dans des conditions de dynamisme de groupe différentes, les effets de surplus se sont trouvés limités. Par ailleurs, le traitement de ces deux exemples montrera, je l'espère, le champ opératoire que peut recouvrir le concept de surplus ainsi que ses limites en tant que facteur de développement économique et social (2).

I

La stratification sociale actuelle des îles de la Société résulte de la grande transformation qui s'accomplit durant le XIX^e siècle à mesure de l'arrivée des diverses couches d'Européens : missionnaires, marins, baleiniers, négociants, planteurs, fonctionnaires, militaires, hommes d'affaires, aventuriers. Sa durée, la variété d'origine et de milieux des arrivants, l'extrême décroissance de l'ancienne population (3) sont les signes d'un profond bouleversement. L'ancienne société tahitienne dont on connaît mal la structure en dépit de nombreux écrits (4) est atteinte dans

(1) Les mots tahitiens employés dans le texte ont été glottalisés conformément à la prononciation en usage. Le phonème glottal a été transcrit par '.

(2) Mes remerciements vont à mon collègue Henri Lavondès, ethnologue au Centre O.R.S.T.O.M. de Pape'ete, qui a bien voulu relire ce manuscrit et en faire la critique.

(3) Si le fait est incontestable, les preuves directes sont difficiles à administrer à cause de l'absence de recensement sérieux avant la troisième décennie du XIX^e siècle. Mais la continuation de la décroissance de la population jusque dans la seconde moitié du siècle en corrélation avec les nombreuses épidémies qui s'abattaient sur les habitants constitue une preuve indirecte indiscutable.

(4) James MORRISON, 1966, *Journal de James Morrison, second maître à bord de la « Bounty »*, trad. de l'anglais par B. JAUNEZ, Pape'ete, Société des Etudes océaniques, 201 p.

ses éléments les plus notables qui évoluent chacun à leur manière : les *Ari'i*, chefs de lignages majeurs et titulaires des grandes chefferies de districts et d'îles (1), décroissent en nombre et, s'ils s'allient souvent à des Européens de bonne famille (2), ils se trouvent pratiquement en marge du pouvoir économique et politique après l'installation française (3). Ce sont des chefs *'iatoi* de lignages mineurs et de grandes maisonnées et leurs tenanciers *ra'atira* qui entrent dans la composition des grandes familles « demies » actuelles (4) tandis que le bas-peuple (5), libéré des liens d'allégeance aux chefs locaux, va former un premier noyau de peuplement à Pape'ete (6) et s'alliera avec les éléments les plus modestes de la colonisation pour former les couches moyennes du groupe « demi ». Enfin les visites de voyageurs, marins, aventuriers qui ne manquent pas dans les districts et les îles sont à l'origine des plus humbles des « demis », ceux dont le genre de vie se confond avec celui des Polynésiens aux côtés desquels ils vivent.

William ELLIS, 1831, *Polynesian Researches...*, London, Fisher, Son & Jackson, 2 vol.

Teuira HENRY, 1962, *Tahiti aux temps anciens*, Paris, Publications de la Société des Océanistes, 1, Musée de l'Homme, 670 p.

De BOVIS, 1855, *Etat de la société tahitienne à l'arrivée des Européens*, Paris, Ed. maritimes et coloniales.

E. CAILLOT, 1910, *Histoire de la Polynésie orientale*, Paris, E. Leroux.

E. S. C. HANDY, 1930, *History and culture in the Society Islands*, Honolulu, Hawaii, Bishop Museum, Bull. 79.

M. D. SAHLINS, 1958, *Social stratification in Polynesia*, Seattle, U.S.A., University of Washington Press.

On doit souligner : 1° Que la moitié de ces auteurs n'écrivent pas de première main, que pour deux au moins il s'agit de compilations ; 2° Que les niveaux de stratification varient selon les auteurs, qu'hormis les *Ari'i* il y a des confusions de définitions et que seuls les *Ari'i* sont à peu près bien connus.

(1) Colin NEWBURY, 1967, Aspects of cultural change in French Polynesia : The decline of the *Ari'i*, *J.P.S.*, March, 76, p. 7-26. A Tahiti et Mo'orea, il y avait 7 à 8 grandes divisions, tandis qu'aux îles Sous-le-Vent, chaque île constituait une unité politique.

(2) Les premiers mariages *ari'i* concernèrent souvent des Européens de haute venue, hommes d'affaires, hauts fonctionnaires, marins de haut grade, et en grande partie Anglo-Saxons.

(3) NEWBURY, *ibid.*, p. 21-22, 23-24. Newbury explique cette mise à l'écart pour des raisons d'éducation en langue anglaise alors que le français devient la langue officielle, et surtout de méfiance de l'administration coloniale française à l'égard des élites traditionnelles.

(4) NEWBURY, *ibid.*, p. 22. Pour la définition de ces catégories, cf. NEWBURY, p. 8.

(5) *Manahune, titi, orure* selon NEWBURY, *ibid.*, p. 8, citant MORRISON, *ibid.*, p. 137 et HENRY, *ibid.*, p. 236-237.

(6) « Ce sont les éléments venus des plus lointains districts intérieurs qui ont fourni les premières couches autochtones dans la croissance urbaine de Pape'ete » (DOUMENGE, 1966, p. 247). Cf. le paragraphe tout entier intitulé « L'abandon presque total des régions intérieures ». (François DOUMENGE, 1966, *L'homme dans le Pacifique-Sud. Etude géographique*, Paris, Publication de la Société des Océanistes, n° 19, Musée de l'Homme, 633 p., cartes, photos, fig., 1 carte hors texte, bibliogr. index.)

La nouvelle société qui se dessine dans la seconde moitié du XIX^e siècle est pluriethnique et pyramidale, projection de la situation colonisée de Tahiti dans l'ordre politique et économique, et ses composantes n'ont plus varié jusqu'à ce jour, ne serait la mutation présente qui, sous le coup de la transformation économique des dernières décennies, remet en cause les niveaux sociaux et leur hiérarchie (1).

Dès le début du siècle, s'amorce dans les milieux « demis » (et en milieu chinois plus tardivement) un processus d'ascension sociale, notamment au niveau des cadres subalternes de la société. Les têtes de file des familles nombreuses créent des plantations, des entreprises, font du commerce et au cours de la vie d'un même individu le métier manuel cède la place à l'atelier, la boutique à l'affaire d'import-export. D'une manière générale, ces familles sont devenues propriétaires de terres qu'elles mettent en valeur et par achat, alliances, héritage, arrondissent leur patrimoine. Il ne fait pas de doute pour nous que la codification d'une propriété individuelle sur le modèle du droit français, assortie d'une procédure de revendication pour la constitution d'un premier cadastre (2), répond au souci de la colonisation *popa'a* et « demie » de s'insérer dans la structure foncière tahitienne et de bénéficier d'une certitude de propriété en bonne et due forme. A l'époque des revendications puis, peu à peu, par la suite, du fait de leurs disponibilités monétaires, de leur familiarité avec les mécanismes juridiques français, du nouveau

(1) Au sommet, le pouvoir administratif colonial aux mains de Français en résidence temporaire à Tahiti et la direction des affaires entre les mains d'Européens et assimilés — *popa'a*. Puis des hommes politiques, grands propriétaires et hommes d'affaires « demis » (*ta'ata 'afa popa'a*) d'origine anglo-saxonne et d'extraction *ari'i* ou non *ari'i*. En dessous, les petits cadres de l'Administration, du commerce, de l'industrie, « demis » plutôt d'origine française et d'extraction polynésienne plus humble que la couche précédente. Enfin, la grande masse des Polynésiens des districts ruraux et des îles, à peu d'exception tous métissés, vivant d'horticulture, de quasi-cueillette, de pêche et de salaires, petits propriétaires ou gardiens de propriété auxquels il faut adjoindre les descendants de souche « demie », installés en milieu rural. A l'écart, les Asiatiques d'origine chinoise, métissés ou non de Tahitien, qui reproduisent la stratification économique de Tahiti depuis la petite entreprise et le commerce jusqu'au salariat agricole.

(2) Ce premier cadastre ne vit pas le jour avant la fin de la première guerre mondiale. Les « Lois révisées » de 1845 qui altèrent la teneur du Code Pomaré de 1842, aux lendemains de l'installation du protectorat français, instituaient une propriété individuelle avec droits souverains de libre disposition pour le propriétaire. La loi tahitienne de 1852, puis les ordonnances de 1868 et 1876 qui la complétèrent, prescrivirent sans beaucoup de succès l'enregistrement des tenures foncières (cf. PANOFF, 1966, p. 118 sq.) jusqu'au décret de 1887, prorogé par les actes de 1892 et 1896 et consécutif à l'annexion (loi de 1880 ratifiant l'acte de donation de Pomaré, V). Cf. Michel PANOFF, 1966, Un demi-siècle de contorsions juridiques en Polynésie française, *The Journal of Pacific History*, vol. 2, Canberra, Australian National University.

statut individualisé et vénal des terres, les familles *papa'a* et « demies » établies à Tahiti constituèrent d'importants domaines agricoles aux îles de la Société, sur les atolls des Tuamotu et dans le reste de la Polynésie française (Marquises, Australes). En revanche, une grande majorité de Tahitiens ne possédaient que de petites propriétés (et le plus souvent en indivision).

Il convient de souligner aussi l'avantage qu'a représenté pour la mise en valeur des terres la plantation d'une cocoteraie à coprah, seule spéculation bénéfique après les essais de culture de la canne à sucre et l'arrêt de la production de coton (1). Au titre des grandes cultures de rapport, le coprah devait être relayé, dans les dernières années du siècle passé, par la vanille, puis, après la guerre de 1914-1918, par le café.

Cette orientation commerciale de la Polynésie, en liaison avec la venue des Européens, s'est développée dès l'arrivée de ces derniers. Entre 1800 et 1830, Tahiti fut le siège d'un commerce de porc salé à destination de la Nouvelle-Galles du Sud (2). A la fin de cette époque, le commerce des perles nacrières en direction de Valparaiso et de l'Europe par le détroit de Magellan prit le relais (3). La présence de nombreux baleiniers, surtout entre 1830 et 1850 (4), contribuait à entretenir des liaisons maritimes régulières entre Tahiti, l'Amérique et l'Europe, et il est vraisemblable que, comme à Rarotonga, les missionnaires de la *London Missionary Society* se soient efforcés d'organiser chez leurs fidèles un courant de production pour l'exportation, afin d'alléger les charges financières de l'Eglise (5). Enfin,

(1) Cf. DOUMENGE, *ibid.*, p. 347. « Ce furent les initiatives allemandes aux Samoa qui permirent de trouver une solution valable pour l'ensemble des archipels » (de l'Océanie) « avec la plantation de cocotiers pour produire du coprah ». « Partout..., la plantation de cocotiers sera la base du système le plus rentable et le mieux adapté au milieu. »

(2) Pour les approvisionnements en viande des navires fréquentant le Pacifique Sud et relâchant à Port-Jackson (actuel Sydney). Cf. H. E. MAUDE, 1959, *The Tahitian Pork Trade : 1800-1830, J.S.O.*, t. XV, n° 15, décembre, p. 55-95. A ce commerce du porc, il fallait ajouter d'autres productions des îles : bois de santal, perles nacrières, holoturiers, bois de *tamanu* (*Calophyllum inophyllum*) (Ernest BEAGLEHOLE, 1957, *Social Change in the South Pacific. Rarotonga and Aitutaki*, London, George Allen & Unwin Ltd, 268 p., bibliogr., index, p. 13.)

(3) Cf. *infra* les activités de Moerenhout, consul des Etats-Unis puis de France à Pape'ete de 1836 à 1843. (P. O'REILLY et R. TEISSIER, 1962, *Tahitiens. Répertoire bibliographique de la Polynésie française*, Paris, Ed. Société des Océanistes, p. 321-322.) Les lagons perliers furent découverts aux Tuamotu en 1808 (DOUMENGE, *ibid.*, p. 135).

(4) La découverte de la richesse des mers du Sud en cétacés date du début du XIX^e siècle. Elle correspond aux besoins croissants de l'Amérique du Nord et de l'Europe en huile pour l'éclairage avant que les huiles de pétrole apparaissent plus rentables (1860). Cf. DOUMENGE, *ibid.*, p. 133-135 ; BEAGLEHOLE, *ibid.*, p. 91.

(5) BEAGLEHOLE, *ibid.*, p. 68 et 77. Jacques-Antoine MOERENHOUT, 1837, *Voyage aux îles du grand océan*, Paris, Adrien-Maisonneuve, 2 t., I, p. 346-347.

SURPLUS OU DYNAMIQUE EN POLYNÉSIE

diverses plantations de canne à sucre, d'*arrow-root* et de coton avaient été lancées avant la « grande plantation » d'Atimaono, qui date de la guerre de Sécession et de la pénurie de coton qu'elle engendra (1). D'ailleurs, les importantes arrivées qui se produisent à Tahiti à partir de 1840 sont celles d'hommes d'affaires, de planteurs, de négociants venus investir des capitaux considérables. Rien d'étonnant, par conséquent, dans l'existence d'une idéologie marchande parmi ces Européens ou descendants d'Européens, quand ils ne sont pas accaparés par un métier d'officier, d'administrateur ou de missionnaire qui, pour certains, les éloigne du commerce. Tout au long du XIX^e siècle, les familles européennes et « demies » des îles de la Société baignent dans un climat de commerce colonial d'autant plus que — ce qui n'est pas le cas pour des archipels plus excentriques, tels que celui des Cook —, Tahiti constitue la plaque tournante du commerce dans le Pacifique Sud. « Tahiti metropolis of Polynesia », écrit H. E. Maude (2).

La fin du siècle, qui voit le lancement des grandes spéculations (3), est encore plus propice au développement, parmi la population non polynésienne, de cette idéologie marchande qui atteindra jusqu'à Mo'orea les colons venus s'y installer. On peut, au sens de peuplement, parler d'une colonisation de Mo'orea au milieu du XIX^e siècle. On sait que certains colons sont venus s'y établir, par exemple à 'Opunohu, à Ma'atea, sur la côte sud-ouest de l'île ; les rois de Tahiti (ceux de la monarchie soutenue par les missionnaires) séjournent à Papeto'ai et, dans les familles mixtes souvent très prolifiques, Mo'orea devient en quelque sorte un « apanage » pour les puînés. Par alliance avec une famille possédant localement des terres, par achat ou par tout autre moyen dans ces temps de revendications foncières et d'assise d'une propriété individuelle (4), ces cadets prennent pied dans l'île, constituent le noyau d'un domaine qui ira grandissant, et, aussi bien par les effets de l'alliance que par ceux de la possession foncière, se trouvent intégrés dans les communautés villageoises administratives et culturelles dont ils

(1) Aux îles de la Société, les missionnaires et quelques hommes d'affaires s'efforcèrent de développer les plantations de canne à sucre et de coton : pour l'habillement des habitants, pour leur fournir des ressources commerciales, monnayables en argent de façon qu'elles entrent dans les circuits monétaires au sein desquels se trouvait engagée la Mission. Cf. aussi les activités de Mœrenhout et le commerce de l'*arrow-root* (Mœrenhout, *ibid.*, I, p. 225-228).

(2) MAUDE, *ibid.*, p. 55.

(3) Le coton avec la plantation d'Atimaono, puis l'extension un peu partout aux îles de la Société et aux Marquises ; surtout le coprah après la crise cotonnière consécutive au relèvement économique du sud des États-Unis après la guerre de Sécession.

(4) Cf. *supra*.

deviennent — parce que souvent les plus lettrés — les *leaders*.

A Mo'orea, les communautés villageoises vivent dans un état d'autosubsistance dont il reste encore des traces aujourd'hui et dont les facteurs d'altération seront le développement des cultures de rapport procurant aux habitants un pouvoir d'achat en biens manufacturés, le salariat et la commercialisation de l'agriculture vivrière et de la pêche pour le marché intérieur (1). Pour les propriétaires fonciers décidés à mettre leurs terres en valeur, les possibilités de gain monétaire se concrétisent dans les spéculations agricoles : coprah puis vanille. En une trentaine d'années, tout le littoral est planté en cocotiers à coprah qui (2), pendant le demi-siècle suivant, procurent des bénéfices plus ou moins substantiels. Ceux-ci iront naturellement d'abord à ceux qui possèdent le plus de terre : *popa'a* ou « demis » éminents, et quelques Tahitiens ; mais à mesure que la cocoteraie va s'étendre, les revenus du coprah atteindront la masse des propriétaires de petites parcelles sans qu'on puisse, à cause de la petitesse des quantités, parler de surplus. Il en va de même pour la vanille. La crise des années 1930 mise entre parenthèses, c'est après 1950 que la condition économique des grands planteurs de coprah va se détériorer, lorsque le vieillissement des plantations impliquant des baisses de rendement commence à se faire sentir et que les cours varient peu tandis qu'augmente le coût de la vie.

L'étude des prix du coprah dans leur évolution à long terme fait apparaître une forme de surplus qui se dégage des variations de cours. On utilise pour cela une monnaie constante qui élimine le facteur de dépréciation de la monnaie et basée sur l'or (3) du fait que nous ne possédons pas, sur une longue période comme 1900-1946, d'indice d'élévation du coût de la vie à Tahiti (4).

(1) Mes présentes recherches démontrent l'ancienneté de ce phénomène : déjà en 1860, Mo'orea était, aux côtés de deux ou trois districts de Tahiti, le grand pourvoyeur du marché de Pape'ete en produits de la pêche.

(2) Claude ROBINEAU, 1969 a, *Mo'orea, 1968. Une économie en transition : du coprah au tourisme*, Pape'ete, O.R.S.T.O.M., juin 1969, ronéo, p. 27-28 et 87-88.

(3) Le dollar américain est la seule monnaie demeurée stable hormis la dévaluation de 1933 qui a amené le prix de l'once d'or à U.S. \$ 35.

(4) Nous disposons seulement — grâce à F. Drollet, chef du Service des Archives au gouvernement de la Polynésie française — des prix de quelques produits d'importation qu'il a glanés aimablement pour nous dans les collections du *Journal officiel*. Mais ces prix sont peu indicatifs du niveau de vie car en début de colonisation et dans des conditions d'approvisionnement moins faciles qu'aujourd'hui les marchandises importées revenaient considérablement plus cher. En outre, la consommation, même dans les hautes classes, était certainement moins élevée qu'à présent : nous avons des besoins — radio, disques, livres... — qu'il n'y avait pas à satisfaire par des dépenses appropriées d'où l'importance relative de surplus qui, en valeur absolue et en monnaie d'aujourd'hui, nous paraissent assez minces.

SURPLUS OU DYNAMIQUE EN POLYNÉSIE

Le cours du coprah subit une hausse continue jusqu'à la fin de la première guerre mondiale (en 1918 : trois fois le prix de 1900) ; après une première chute, il remonte jusqu'à la veille de la crise de 1929 aux deux tiers de son maximum de 1918. La crise est l'annonce d'une baisse très ample ; le prix minimum est atteint en 1941 (quart du prix de 1910). Après 1946, la remontée est sensationnelle (en 1948 : quatre fois le prix de 1900) et se stabilise jusqu'en 1960 à deux fois et demie le prix de 1900 ; dans les années 1960, il tend à s'établir au double de ce même prix (1).

Exprimées en monnaie constante, les variations du cours du coprah reflètent l'existence d'une « rente » considérable de producteur à certaines époques privilégiées :

- avant et pendant la guerre de 1914-1918 ;
- après la guerre, jusqu'à la crise de 1929 ;
- après la guerre de 1939-1945 et durant les années 1950.

Il faudrait pouvoir analyser ces moments de rente bénéficiaire non plus en termes absolus de cours mondial mais en termes de revenus incluant les coûts de production et ce, par rapport au coût de la vie ; mais nous n'avons pas jusqu'ici, pour la première partie du siècle, d'évaluation du prix de la main-d'œuvre. En revanche, une telle analyse est possible pour la période 1948-1960 et permet de cerner plus précisément, dans le cas qui nous occupe, la notion de surplus.

Prenons le modèle d'une cocoteraie littorale d'une dizaine d'hectares, exploitée par un propriétaire résidant, avec l'aide d'un travailleur qui accomplit toutes les tâches de récolte et d'entretien. Sur la base d'un rendement annuel de 1 t de coprah à l'hectare et d'un prix unitaire FOB de 12,9 F courants au kg soit près de trois fois le prix de 1900, le coût du travail fourni est de 35 000 F et le revenu net du propriétaire d'environ 90 000 F (2). En convertissant en francs 1967 et en comparant avec les conditions d'exploitation particulières à cette année-là nous établissons le tableau ci-après.

Tandis qu'en 1967, le travail absorbe à peu près complètement le revenu, il laisse une rente remarquable dans la période de référence. Si l'on admet que le coût de la main-d'œuvre nécessaire représente dans l'échelle des salaires un minimum,

(1) Claude ROBINEAU, 1969 b, *Contribution à l'étude de l'économie polynésienne*, Pape'ete, O.R.S.T.O.M., juin 1969, ronéo, p. 24.

(2) La monnaie ayant cours depuis la fin de la seconde guerre mondiale est le *franc Pacifique* désigné aussi par les initiales C.F.P. (colonies françaises du Pacifique) ou F.C.P. (franc crédit Pacifique).

CLAUDE ROBINEAU

la rente du propriétaire apparaît bien comme un *surplus above subsistence* (1) et elle est liée à trois choses :

- 1° L'existence d'un rapport de production ;
- 2° Les fluctuations du marché international auquel est rattaché le cours du coprah ;
- 3° La possession d'une plantation d'une certaine taille au-dessous de laquelle la faiblesse des bénéfices obtenus interdirait de parler à leur propos de rente et de surplus.

REVENUS COMPARÉS DU COPRAH ACHETÉ A MO'OREA
ENTRE 1948 ET 1967

	<i>Moyenne annuelle</i> 1948-1960 (francs 1967)	<i>Année 1967</i> (francs 1967)
Valeur FOB de la production (1).....	261 000	128 000
Coût :		
Conditionnement et commercialisation (2)	— 2 600	— 2 600
Transport (3)	— 5 000	— 5 000
Main-d'œuvre (une année de manœuvre) (4).....	— 70 000	— 125 000
Revenu net du propriétaire	183 000	— 4 600

(1) Période 1948-1960 : cours moyen situé entre 16 et 25 F au kilogramme, soit 19,6 et 34,6 F 1967. Année 1967 : prix moyen 12,8 F.

(2) En 1967 marge bénéficiaire réglementaire des acheteurs de coprah de 260 F/t. On a considéré, à défaut d'information sur cette question, que la marge était la même pour la période de comparaison.

(3) Même observation pour le transport du coprah par goélette de Mo'orea à Pape'ete : 500 F par tonne en 1967.

(4) Notre enquête à Mo'orea (ROBINEAU, 1969 a), a fait apparaître de profondes divergences dans l'appréciation des temps de travail. Les personnes contactées étaient toutes dignes de confiance mais ne parlaient pas le même langage du fait de la diversité des situations. Dans le présent exemple, nous n'avons pas voulu raisonner en temps de travail minimum comme nous l'avons fait ailleurs et avons estimé à 25 j/ha (soit cinq semaines de cinq jours) le temps de travail nécessaire. Pour la période 1948-1960, le taux de salaire journalier retenu a été de 140 F courants et pour 1967 de 500 F.

Le recours à un modèle d'exploitation salariale facilite l'expression du phénomène. Le métayage (2) favorise mieux la rémunération du travail mais il aurait laissé cependant entre les mains d'un propriétaire non-exploitant, au besoin même absentéiste, un surplus annuel égal à une année et demie

(1) HARRIS, *ibid.*, p. 386, citant Melville J. HERSKOVITS, 1952, *Economic Anthropology*, New York, A. Knopf, p. 395, et PEARSON, *ibid.*, p. 322.

(2) Métayage : littéralement « gardiennage », de *ti'a'au* : gardien : ce mode d'exploitation implique le partage de la récolte à moitié ou aux deux cinquièmes - trois cinquièmes entre le propriétaire et l'exploitant.

de salaire d'un travailleur à plein temps dans l'exemple décrit plus haut. On peut donc affirmer que les rapports de production permettaient avant 1960 la formation d'un surplus dans l'économie des planteurs de coprah et que l'importance de ce surplus était fonction des fluctuations du marché mondial.

Peut-on attribuer à la période 1900-1950 des résultats analogues à ceux auxquels nous sommes parvenus pour 1948-1960 ? Si les phases de cours élevés ont alterné avec celles où les cours étaient bas, on peut tenir pour vraisemblable d'un autre côté que le coût de la main-d'œuvre a été en s'élevant progressivement avec les années et, qu'au début du siècle, il était assez faible. De ce fait, l'on peut affirmer que les périodes favorables ont vu se former des surplus importants dans la couche dominante constituée par les propriétaires fonciers de Mo'orea. D'ailleurs, le raisonnement que j'ai tenu pour le coprah peut être fait pour la vanille dont les cours, encore plus sujets aux fluctuations mondiales ont, selon l'opinion des intéressés eux-mêmes, permis de beaux bénéfices accrus par les spéculations à la collecte (1). Sans que je puisse l'établir par un bilan chiffré difficile à calculer en l'absence de données comptables précises, je pense que l'équilibre des exploitations agricoles familiales de Mo'orea a été obtenu avec le coprah pour base, la vanille fournissant un appoint non négligeable ; cet équilibre a dégagé, sauf sans doute durant la crise des années 1930, des surplus importants qui découlaient de rapports de production entre une classe de propriétaires et la masse rurale des villages et apparaissaient comme des revenus hors travail se chiffrant à une demie, une ou plusieurs années de subsistances exprimées en salaire de manœuvre.

Les effets de ces surplus de classe peuvent être appréhendés par l'examen de cas familiaux qui permettent d'expliquer les investissements apparents et les attitudes extériorisées dont la répétition à l'échelle de Mo'orea est le signe de la généralisation des surplus acquis. Ceux-ci ont une double série d'effets, de diffusion et d'investissement, les uns communs à toutes les sociétés, d'autres plus spécifiques de la société tahitienne. Il y a d'abord diffusion de revenus par le travail des salariés et des métayers dans les communautés villageoises. Si le surplus résulte d'une inégalité sociale flagrante, il faut bien voir aussi que, d'un autre côté, ses bénéficiaires ont été, par suite de l'idéologie marchande qui les animait, les introducteurs, les propagandistes, les vulgarisateurs de la cocoteraie à coprah. Sans coprah, sans argent, les communautés villageoises fussent strictement demeu-

(1) A propos des spéculations, cf. DOUMENGE, *ibid.*, p. 389. Dans le cas de petites propriétés, le bénéfice est exigü, et par la force des choses, c'est le propriétaire qui récolte.

rées dans le cadre contraignant de l'autosubsistance, faute d'innovations extérieures qui pussent les en faire sortir.

Cette diffusion de revenus a d'ailleurs des effets limités ; les canaux par lesquels elle opère sont ténus : les besoins en main-d'œuvre pour le coprah ne sont pas considérables ; la redistribution par les liens familiaux noués par mariage lors de l'implantation en milieu rural ne touche que quelques maisonnées dans chaque village ; les dons à la communauté, gage de coopération (*moni tauturu*) et signe de prestige, représentent quelques mois de salaire d'un manœuvre, ce qui à l'échelle d'une communauté de plusieurs dizaines de maisonnées est peu de chose. Ces effets des revenus en milieu rural devaient être suffisamment limités puisque, après la guerre de 1914-1918, l'Administration s'est engagée dans une politique d'augmentation des revenus monétaires en stimulant le développement des cultures d'exportation. On sait que l'après-guerre vit à Mo'orea, d'une part, l'extension de la cocoteraie aux vallées intérieures, d'autre part, la plantation à grande échelle de la caféraie (1). S'il ne m'apparaît pas clairement que la multiplication des cocotiers à cette époque fut le fait de l'Administration, il est net, en revanche, que celle-ci fut à l'origine du programme caféier (2).

A cette époque, les cultures d'exportation aux mains de la majeure partie des Tahitiens s'étant accrues, ce sont des revenus monétaires plus importants qui vinrent perturber l'économie d'autosubsistance : construction par les petits propriétaires tahitiens de maisons modernes en bois ouvré, stimulation du commerce local, de la consommation de produits manufacturés importés, des activités des boutiques chinoises de village (3). C'est au compte de l'économie du coprah et des autres cultures d'exportation, du surplus qu'elles ont créé et de leurs effets de diffusion qu'il faut attribuer la remarque de M. Guillaume touchant le niveau relativement élevé de la consommation en Polynésie française (4).

D'un autre côté, le surplus créé par les produits d'exportation a des effets moins dilués en ce qui concerne non plus l'environnement humain mais le groupe social qui est à son

(1) ROBINEAU, 1969 *a*, *ibid.*, p. 26 et 41.

(2) Aussi bien à Ma'atea, village que j'ai particulièrement étudié, qu'à Afareaitu, étudié par G. RINGON. Cf. Gérard RINGON, 1968, *Changements sociaux à Afareaitu*, Pape'ete, O.R.S.T.O.M., inédit, 78 p. dactyl.

(3) En 1892, il n'y a que deux boutiques chinoises à Mo'orea. Vingt ans plus tard, il y en a une dans chaque district ; en 1960, il y en a une douzaine. Cf. Gerald COPPENRATH, 1967, *Les Chinois de Tahiti. De l'averion à l'assimilation (1865-1966)*, Paris, Publications de la Société des Océanistes, 21, Musée de l'Homme, 144 p.

(4) GUILLAUME, 1956, *Etude de l'économie rurale de l'Océanie française, Rapport de mission*, Pape'ete, Etablissements français de l'Océanie, publication du Service de l'Agriculture et des Eaux et Forêts, I, multigraph., p. 25-26.

SURPLUS OU DYNAMIQUE EN POLYNÉSIE

origine : effets d'investissements productifs et de promotion sociale. Le surplus donne d'abord aux familles de planteurs une assise matérielle meilleure qu'au reste des habitants de l'île et cela s'inscrit dans le paysage : la maison de prestige, surélevée, en bois ouvragé avec son escalier à double rampe et sa vérandah — maison « coloniale », sur le modèle de celle des colons du xix^e siècle mais également *fare tupuna* (maison des ancêtres) — est l'affirmation, par analogie avec les vraies maisons d'ancêtres des chefs d'anciens lignages aujourd'hui disparus, de la volonté des nouveaux venus de s'insérer dans la communauté qu'ils ont choisie et d'y faire souche. Ces familles mènent un train de vie bien plus large que la grande masse de la population : consommation importante de produits manufacturés, confort domestique, voyages fréquents à Pape'ete, utilisation de voitures personnelles (carricoles à chevaux puis autos), fréquentation des établissements publics existants. Tout ceci illustre l'existence, en surimpression de la société tahitienne à Mo'orea, d'une « société des planteurs » — petit monde séparé de la masse — qui détient, sinon le pouvoir économique car l'autosubsistance villageoise est un puissant facteur d'autonomie, du moins les rênes de l'évolution économique.

Au niveau des familles les plus dynamiques, les surplus obtenus ont entraîné un développement d'activités et d'innovations : création d'entreprises agricoles, d'élevage et de pêche pour le marché de Pape'ete ; mécanisation des transports terrestres ; développement d'une petite hôtellerie conservant un cachet polynésien ; fixation d'entrepreneurs extérieurs à Mo'orea dans les secteurs d'avenir : hôtellerie, transport maritime, etc. Toutes les familles qui ont bénéficié du surplus n'en ont pas tiré les mêmes avantages : celles dont l'activité est demeurée exclusivement liée, « rivée », peut-on dire, à la cocoteraie n'ont finalement pas réussi et le déclin de l'économie du coprah — la disparition du surplus en d'autres termes — les frappe durement.

La promotion par l'école et le fonctionnariat a été une autre forme d'investissement de ces familles, social pourrait-on dire. Cela n'est d'ailleurs pas étonnant si l'on réfléchit que les possibilités économiques d'une île qui avait 1 600 habitants en 1897, 2 000 en 1931 et 3 000 en 1951 étaient forcément limitées (1). Si, dans ces familles et jusqu'à la fin de la guerre de 1939-1945 (2),

(1) Raoul TEISSIER, 1953, Etude démographique sur les Etablissements français de l'Océanie de Cook au recensement des 17-18 septembre 1951, *B.S.E.O.*, 102, p. 6-31.

(2) L'après-guerre marque un tournant dans l'évolution générale des territoires français d'outre-mer du point de vue politique et social (éducation, santé publique).

les garçons poursuivaient assez peu leurs études, les filles en revanche recevaient une éducation secondaire dans les établissements de Pape'ete, aux côtés des enfants de la bourgeoisie urbaine *popa'a*, « demie » et tahitienne de la capitale (1). Le corps enseignant des dix écoles primaires actuelles de Mo'orea est aussi encadré par les instituteurs et surtout les institutrices formés il y a une génération et venant des principales familles tahitiennes et « demies » de l'île ; ceux-ci avaient remplacé une génération formée avant la guerre 1914-1918. Pareillement, la « bourgeoisie » de Mo'orea a produit un personnel du service de santé qui s'est employé dans l'île ou à Tahiti ; elle a essaimé en ville un certain nombre d'employés de bureau et de petits entrepreneurs qui ont réussi grâce aux études à Pape'ete, financées par les parents avec les revenus tirés du coprah, et aux possibilités offertes par les relations familiales avec la bourgeoisie urbaine placée aux postes de commande dont disposait la population locale. En bref, elle a sécrété une élite.

A Mo'orea, au niveau des professions sociales directement utiles à la population, cette élite a joué un rôle exemplaire. Dans l'exercice de leurs fonctions, ses membres ont incité les habitants à développer leurs productions, stimulé les activités coopératives, vulgarisé les pratiques d'hygiène, assumé la scolarisation des jeunes générations (2). Avec la multiplication des écoles inhérente à la période 1950-1960, c'est une nouvelle couche de la population qui se trouve prise dans le processus par le moyen de la scolarisation et du fonctionnariat.

Si l'on fait à présent le point, on peut affirmer :

1° Que le développement d'une production commerciale pour l'exportation s'est accompagné de l'émergence en milieu rural d'une couche sociale de planteurs disposant des terres plates littorales les plus propres à l'établissement de cette production ;

2° Que les fluctuations des cours des produits exportés ont donné à certains moments privilégiés une rente de production notable, qui peut apparaître comme un surplus ;

3° Que jusqu'en 1960 — et sauf exception — cette rente a laissé entre les mains des propriétaires-producteurs des revenus dépassant très largement (couvrant même plusieurs fois) le mon-

(1) « Ecole centrale » (publique) de Pape'ete, « Ecole des Frères », « Ecole des Sœurs » toutes deux catholiques, « Ecole Viénot » (protestante).

(2) Cf., pour Afareaitu, RINGON, *ibid.* A Ma'atea, j'ai rencontré un même type de *leadership* dont on peut ainsi résumer l'éclosion : « parachutage » d'un puîné d'une famille *popa'a* - « demie » de Pape'ete (le père est un Européen arrivé à Tahiti un demi-siècle auparavant) ; alliance avec la principale famille du village ; la fille qui naît de cette union demeure à Ma'atea et s'allie avec un Tahitien de Mataiea qui deviendra le premier personnage du district ; les petits-enfants seront instituteurs, l'école du village sera leur chose.

SURPLUS OU DYNAMIQUE EN POLYNÉSIE

tant des salaires payés à la main-d'œuvre nécessaire à son apparition, constituant ainsi littéralement un *surplus above subsistence* ;

4° Le surplus a donné lieu à une accumulation qui, dans les familles les plus dynamiques, a moins engendré un accroissement de la consommation que des investissements productifs donnant naissance à de nouvelles entreprises ou des investissements sociaux — en matière d'éducation essentiellement — se traduisant par une ascension économique et sociale avec émergence à Pape'ete, le cas échéant, des jeunes générations de ces familles ;

5° Le champ d'activités de ces familles — Mo'orea en l'occurrence — a bénéficié d'un développement économique et social se traduisant au long du siècle et en dépit de l'isolement par une adaptation constante — quelquefois avec retard peut-être — au progrès technique, une lente diversification des activités économiques et la constitution d'un encadrement social de la population dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la religion ;

6° Le lien de causalité entre, d'une part, ce développement économique et social et, d'autre part, l'existence du surplus que l'on vient de relater repose sur le dynamisme d'un groupe social, une classe de planteurs et d'entrepreneurs tahitiens et « demis » qui a émergé à Mo'orea depuis la fin du XIX^e siècle.

Par cette chaîne de propositions, j'espère avoir montré, dans le cadre de Mo'orea et d'une période historique donnée, la réalité d'une forme de surplus et la condition nécessaire de son efficacité : le dynamisme du groupe qui le crée. Ceci étant, il faudrait à présent, pour vérifier la validité de cette proposition, administrer la preuve contraire selon laquelle en l'absence d'un dynamisme de groupe, la formation d'un surplus n'engendre pas de développement. C'est à l'aide d'un autre exemple, qui aura l'avantage d'illustrer de façon différente la notion de surplus, que je voudrais y parvenir.

II

Depuis une dizaine d'années, la Polynésie française a connu une transformation économique profonde liée au développement sans précédent du salariat. Rappelons-en les étapes et les effets. Le mouvement débute par la construction des grands hôtels à bungalows de style néo-tahitien vers 1958 et se poursuit jusque vers 1965. Très modernes, avec piscine, terre-pleins de spectacles et de danses, utilisant dans leur style pseudo-traditionnel les bois sculptés, les bambous éclatés ou tressés, les toitures en *ni'au* (1) ou en *rauoro* (2), impliquant de grandes charpentes

(1) *Ni'au* : palme de cocotier. La palme tressée constitue un élément de toit.

(2) *Rauoro* : feuilles de pandanus *fara*, *Pandanus tectorius* (Paul-Henri PÉTARD, n. d., *Quelques plantes utiles de la Polynésie française : ptéri-*

édifiées avec peu de moyens mécaniques, ces hôtels emploient une main-d'œuvre nombreuse pour leur construction. C'est également à cette époque qu'est prise la décision d'édifier sur le lagon l'aéroport international pour avions à réaction ; la construction en sera achevée en 1962 et le coût d'ensemble estimé à 2,5 milliards de francs CP (1). L'année 1961 est aussi celle où la *Metro Goldwin Mayer* réalise le film, *Les mutinés de la Bounty*, qui coûte 27 millions de dollars, emploie durant dix mois 2 000 personnes pour figuration et services divers fournis durant le tournage et détermine un début d'inflation au dire des officiels et de l'opinion publique (2). C'est alors, en 1963-1964, qu'est installée la base nucléaire française dans le Pacifique, ce qui implique la création d'équipements logistiques sur les lieux d'expérimentation et à Pape'ete : installations, aérodromes, camps, route d'accès, centres de repos, quartier de commandement... Le port moderne de Pape'ete est réalisé à ce moment-là ; le logement de milliers de personnes nouvellement arrivées dans le cadre du C.E.P. (3) détermine une brutale augmentation de la demande de travail par les entreprises de construction. Parallèlement, le gouvernement civil entreprend la modernisation du réseau routier et l'édification de nombreux bâtiments administratifs ; la présence brutale de milliers d'Européens à haut niveau de vie et à hauts salaires pour satisfaire leurs besoins, eu égard au niveau élevé des prix, fouette le commerce. L'apparition de marges bénéficiaires commerciales confortables explique la métamorphose en immeubles de béton des bicoques en bois du vieux Pape'ete commercial.

Une étude de comptabilité économique résume assez bien l'augmentation de la masse salariale : de 1960 à 1965 celle-ci s'accroît nominalement de plus de quatre fois (car il y a inflation des prix, dépréciation du pouvoir d'achat de la monnaie) ; en monnaie constante trois fois et demie (4).

Au niveau d'une petite île comme Mo'orea, ce développement du salariat implique d'importants changements : c'est l'élévation

dophytes et monocotylédones, thèse, Faculté mixte de Médecine et de Pharmacie de Marseille, p. 36.), tressées pour former un élément de toit homologue du *ni'au* tressé. Le *rauoro* vaut plus cher que le *ni'au* mais dure deux fois plus.

(1) Georges MEUNIER, 1959, Les liaisons aériennes dans le Pacifique-Sud et l'aérodrome de Tahiti-Faaa, *J.S.O.*, t. XV, n° 15, décembre, p. 223.

(2) D'après les variations de l'indice officiel du coût de la vie, la corrélation entre la venue de la *M.G.M.* et la montée des prix n'est pas nette : il y a plutôt une poussée inflationniste plus étendue dans le temps.

(3) *Centre d'Expérimentation du Pacifique*, nom officiel de la base nucléaire.

(4) D'après l'I.N.S.E.E., n. d., *Comptes économiques de la Polynésie française (1960-1965)*, p. 68. Les indices de correction des francs courants en francs constants ont été calculés d'après l'I.N.S.E.E., n. d. : 8-9.

SURPLUS OU DYNAMIQUE EN POLYNÉSIE

considérable en termes nominaux du niveau de vie (1), la reconversion en période de crise agricole d'une population de petits propriétaires et de travailleurs, l'emploi dès la sortie de l'école des jeunes générations ; mais la demande de travail est telle qu'elle concurrence les activités traditionnelles de rapport, créant un blocage de ces activités au niveau de la main-d'œuvre (2). En outre, la généralisation du salariat signifie la conquête de son autonomie économique par le chef de ménage sur les parents vivants, la limitation de la maisonnée, aux dimensions de la famille nucléaire, une cause de plus de mobilité géographique des ménages qui tend à favoriser leur autonomie économique.

C'est dans un village tel que Ma'atea que l'on peut voir de près ces phénomènes. Entre 1960 et 1967, le nombre de salariés passe de 13 à 69 tandis que celui des cultivateurs-pêcheurs diminue de 77 à 46 : il y a une augmentation des emplois qui tient au dynamisme démographique impliquant l'arrivée à l'âge adulte de classes nombreuses mais aussi au plein emploi des jeunes de 15-16 ans qui, dans le contexte précédent, travaillaient peu (3). Faute d'enquête en 1960, il n'est pas possible de mesurer d'emblée les changements que la généralisation du salariat avec hauts salaires a introduits dans l'utilisation des revenus et la consommation. On peut seulement se fonder sur les indices tirés des apparences et du présent : les équipements matérialisés et les excédents monétaires des familles. C'est à cette fin que j'ai effectué en 1968 un inventaire des maisonnées du village et une enquête budgétaire à leur niveau.

Avec une population de 406 habitants, Ma'atea se composait en 1967 de 62 maisonnées, communautés de base reconnues par la sémantique tahitienne (*'utuafare*) et à la fois segments de parenté (4), unités de résidence et cadres de la vie quoti-

(1) On peut la mesurer en comparant à diverses époques les taux de salaires alloués par les producteurs de coprah aux travailleurs journaliers : 1950, 100 F/j plus un repas ; 1964, 250 F/j plus un repas ; 1968, 400 à 500 F/j plus les trois repas.

(2) Par suite du doublement brutal des salaires grevant les coûts de production et de l'absence de main-d'œuvre.

(3) Cet âge marque le début du *taure'are'a* : *a period... between childhood and settling down... traditionally thought of as a period of play — a time for singing, dancing and sexual adventure* (Ben R. FINNEY, 1965, *Polynesian Peasants and Proletarians. Social economic Change among the Tahitians of French Polynesia*, Wellington, New Zealand, Polynesian Society Reprints Series, 9, p. 26).

(4) Une grande partie des maisonnées de Ma'atea est formée de familles nucléaires. Cependant, certaines maisonnées accueillent à la fois les père et mère plus les ménages d'un ou deux enfants et dans un cas, un groupe de *siblings*, les époux et les ménages de quelques enfants. L'adoption (*fa'amau*) très pratiquée, est le ciment essentiel d'une maisonnée, organisant autour d'une vieille femme délaissée par la mort et les départs de parents biologiques

dienne (1). Du point de vue économique, ces maisonnées constituaient des unités collectives élémentaires matérialisées par une demeure, un certain équipement domestique, le fonctionnement d'une cuisine et la prise en commun des repas, l'affectation des ressources d'autosubsistance tirées des terres possédées par les membres de la maisonnée et les nécessaires apports d'argent faits par ces mêmes membres.

L'enquête budgétaire portant sur 22 maisonnées (soit plus d'un tiers de l'effectif total — taille moyenne 7,36 personnes, minimum 3, maximum 10) fait apparaître un écart considérable entre le niveau des revenus et celui de la consommation quotidienne en nourriture, boissons et autres besoins. Le revenu mensuel relevé sur un an s'établit à 29 206 FCP (écarts maxima — 19 446 et + 18 327) et la consommation mensuelle moyenne relevée sur un mois à 5 717 F (écarts — 1 105 et + 2 231). L'emploi de l'excédent passe en consommation de biens durables (vêtement 12 %), de services (transport 13 %), d'équipement individuel et domestique (scooter, transistor, fer à repasser, cuisinière, voiture...) et en construction de maisons. Une part très difficile à chiffrer du fait de ses incidences morales vis-à-vis de la famille et de la religion concerne les dépenses de plaisir (libations, « bringue », jeu, etc). Une autre source de difficultés est de chiffrer les dépenses des jeunes ouvriers de Ma'atea qui, revenant au village pour le *week-end*, travaillent à Pape'ete durant la semaine et ont donc des dépenses de nourriture et de logement. A vrai dire, ces chiffres exprimant revenus et dépenses d'une maisonnée moyenne ne servent qu'à fixer les idées du fait que la réalité budgétaire des familles est plus complexe (2). Ils ne masquent cependant pas quelques traits essentiels : l'importance du salariat (70 %) ; le faible niveau de la consommation courante eu égard au montant des revenus qui traduit à la fois une certaine frugalité de l'alimentation quotidienne à Ma'atea (3)

une famille de substitution. Il faut noter aussi, que l'apparente richesse des formes de parenté à l'intérieur des maisonnées tahitiennes tient à la grande mobilité des individus et des couples et il faut voir ces communautés moins sous l'aspect de groupes figés que sous celui de centres de gravitation de personnes et de ménages très mobiles.

(1) Donald R. BENDER, 1967, *A Refinement of the Concept of Household, Families, Co-Residence, and Domestic Functions, A.A.*, vol. 69, n° 5, October, 493-504, considère la notion de maisonnée (*household*) comme la localisation de trois phénomènes sociaux : la famille avec ses caractères structuraux de parenté, une résidence commune, l'exercice des fonctions domestiques. La notion de fonction domestique laisse dans le vague certains aspects qui me paraissent essentiels : l'exercice de l'autorité et la maisonnée centre de décision ; en milieu rural, les rapports avec l'écologie.

(2) ROBINEAU, 1969 *a*, *ibid.*, p. 32-33.

(3) Un seul repas principal, à midi. Avec deux ou trois adultes et autant d'enfants le coût moyen des repas en semaine s'établit vers 150 F, le dimanche vers 225.

SURPLUS OU DYNAMIQUE EN POLYNÉSIE

et le rôle relativement important de l'autoconsommation (1) ; l'importance du capital d'équipement personnel et domestique qui laisse supposer que d'importantes dépenses ont dû absorber les excédents budgétaires.

Les inventaires de maisonnées sont éloquentes :

Sur 36 maisonnées, si l'on trouve seulement un poste de télévision et trois groupes électrogènes (plus celui de la boutique chinoise qui dessert deux autres maisonnées), on en compte 12 qui ont, au moins, un des appareils suivants : magnétophone (9 maisonnées), appareil photo (7), tourne-disques (5) ; 33 ont un transistor. Cinq maisonnées seulement sont dépourvues de tout véhicule : on compte 21 scooters et vélo-solex, 11 véhicules à quatre roues (jeeps, *trucks*, camionnettes) et 12 moteurs « hors-bord » montés sur pirogues. 14 maisonnées ont des machines à coudre, 12 des réfrigérateurs, 10 des cuisinières à pétrole et butane.

La construction des maisons à Ma'atea est aussi un phénomène éloquent :

Sur 45 maisons (tout le noyau central du village), 32 sont construites sur dalle bétonnée, 17 sont en planches peintes de bois importé, 5 sont en matériau dur, 33 ont une toiture de tôle ondulée. Les autres maisons sont de plus humble facture, en bois non peint, en fibre de bois (« pinex ») ou en bambou tressé avec un toit en palmes de cocotier tressées (*ni'au*).

Parmi ces 45 maisons, 3 datent d'avant 1957 et 16 autres datent d'avant 1963. Postérieurement, 26 autres ont été construites et 6 des précédentes ont fait l'objet d'une réfection (toiture notamment).

Ma'atea a été le lieu d'un équipement massif et rapide : en dix années, tout l'habitat est pratiquement renouvelé, la mécanisation atteint presque toute la population susceptible d'en bénéficier. Après cette description des faits, que nous apporte leur interprétation ?

Deux constatations s'imposent : 1° On dit « équipement », on hésite à dire « investissement » ; 2° La rapidité du phénomène oblige à voir les choses sous un angle historique, à considérer l'état antérieur.

Les motivations qui ont présidé à un tel équipement sont complexes : le goût du modernisme ; l'aspiration à bénéficier des attraits matériels de la vie moderne (véhicule, radio), à disposer de jolies choses (jardin fleuri, maison) ; le souci d'égaliser en modernisme les modèles que proposent par leur seule présence les *popa'a* résidents ou de passage, fonctionnaires ou touristes. On

(1) Pour les repas principaux de la mi-journée, 35 % en semaine, 38 % le dimanche. Remarquons l'importance des repas où entrent en composition des mets spécifiquement tahitiens : 60 %.

touche un premier ressort du comportement : *fa'aha'ama*, « faire honte » selon l'expression des Tahitiens francophones ; l'équipement récent correspond à l'invasion du modernisme à Tahiti sous la forme de modèles proposés par les étrangers, le cinéma, la radio et constitue la réponse de la population à cette invasion. Ne pas répondre est s'exposer à se faire devancer par d'autres (familles, maisonnées, villages) ; ainsi apparaît au niveau des individus et des groupes concrets le thème de la fierté personnelle ou collective, le souci du prestige et un mécanisme d'émulation. En un sens, l'équipement moderniste de Ma'atea (scooters, radio, maisons) est consommation ostentatoire, il n'est pas encore toujours fonctionnel (1), pas strictement utilitaire ; comment parler alors à ce propos d'investissement, même non productif ? Ainsi le mot de surplus, avec l'idée incluse de superflu, paraît s'appliquer de façon indiscutable.

D'un point de vue historique, l'actuelle phase de haute consommation fait suite à une ère de plus stricte autosubsistance. Cocotiers, arbres à pains, petits carrés de tarodièrre familiale, poissons du lagon, chevrettes des torrents de la vallée, cochons sauvages ou domestiques, les nombreux arbres fruitiers sont les termes de l'autosubsistance séculaire. La nourriture de type tahitien, la construction des demeures en matériau local, la fabrication des pirogues en bois expriment globalement la mesure de l'autosubsistance du groupe puisque les produits tahitiens ne sont achetés que parce que les travailleurs occupés à gagner leur salaire ne sont pas disponibles pour les produire eux-mêmes. Avant la transformation produite par le développement du salariat sur une grande échelle, les vêtements, les objets manufacturés en métal, les boissons industrielles, quelques ingrédients (sel, sucre, savon, tabac) couvraient les besoins vitaux nécessaires, complémentaires des ressources d'autosubsistance. La relative modestie des besoins quotidiens observée à Ma'atea convainc que ces besoins actuels ont quantitativement peu varié malgré la sensible élévation récente des revenus monétaires. Celle-ci a créé un surplus (*surplus above subsistence*) résolu en équipement personnel et domestique qui ne constitue pas à proprement parler un investissement.

Certes, il est sans doute un peu tôt pour juger des effets d'excédents monétaires obtenus récemment et nous ne pouvons disposer que d'indices partiels. Le surplus historique lié à l'économie d'exportations des produits primaires a engendré, disions-nous, deux effets : 1° Un effet d'investissement par création

(1) Par exemple, les *fare tama'ara'a* traditionnels en bois et *ni'au* où l'on vit le jour tandis que le living-room de la belle demeure ne sert qu'à recevoir les visiteurs les plus huppés, *papa'a* le plus souvent.

SURPLUS OU DYNAMIQUE EN POLYNÉSIE

d'entreprises productives ; 2° Un effet promotionnel par la scolarisation et le fonctionariat. Qu'observe-t-on dans le monde des salariés ruraux actuels ?

— Une légère tendance à la modification du régime alimentaire par l'introduction de produits chers dans le lot des achats de denrées importées ; cette tendance n'a pas été perçue à l'analyse des budgets mais saisie en cours d'enquête par l'enrichissement des étalages du commerce local et la confirmation par ses agents qu'une demande nouvelle de la population salariée s'exerçait dans ce sens ;

— La création de quelques embryons d'entreprises exploitant la conjoncture née du développement touristique, résidentiel et économique de Mo'orea (fabrication artisanale de matériaux de construction : parpaings, taxi) ;

— La scolarisation généralisée au niveau du premier degré, une scolarisation sélective au niveau de second degré, favorisée par l'ouverture d'un établissement d'enseignement général dans l'île en 1965 (1).

La poussée scolaire date de la multiplication des écoles primaires en milieu rural au niveau des districts et des quartiers, c'est-à-dire d'une dizaine d'années (2). Pour l'instant, elle a pour effet visible la multiplication des postes d'enseignement dans le premier degré, postes pourvus par l'accélération du recrutement des maîtres au niveau du brevet et du certificat d'études (3). Dans ce mouvement, les villages anciennement scolarisés de Mo'orea sont bénéficiaires, essentiellement la génération née il y a vingt, vingt-cinq ans et qui se trouvait il y a cinq ou dix ans sur les bancs de l'école, en fin d'études. Outre les postes d'enseignement, cette génération a bénéficié des emplois administratifs nouvellement créés dans le cadre de la politique de développement économique et social : c'est dans ses rangs qu'ont été recrutés les nouveaux infirmiers et infirmières nécessaires, les cadres ruraux du service réorganisé de l'Agriculture, ceux du service de lutte contre la filariose (4).

Il est certainement trop tôt pour pouvoir apprécier dans leur

(1) Annexe du lycée d'Etat de Pape'ete dite communément C.E.G. ou collège de Paopao.

(2) Les écoles de districts (trois ou cinq selon les époques) sont relativement anciennes. Elles existaient déjà après la guerre de 1914-1918. Le mouvement récent a consisté à implanter de nouveaux établissements dans les quartiers excentriques des gros districts et à multiplier les postes d'enseignement dans les anciens.

(3) B.E.P.C. et certificat d'études primaires. Un « cours normal » à Pape'ete forme les instituteurs et les moniteurs d'enseignement.

(4) L'implantation rurale de ces deux services date de la période 1950-1960. La lutte contre la filariose nécessite le quadrillage des îles par un réseau d'inspecteurs et infirmiers-visiteurs qui distribuent les médicaments et dépistent les malades.

totalité les effets de ce nouveau phénomène de surplus, mais on peut être sûr que, touchant la grande masse des Tahitiens, il n'est pas connoté avec l'idéologie qui animait les planteurs du demi-siècle écoulé. Les thèmes qui paraissent sous-tendre les activités salariées, outre l'obtention du nécessaire, seraient plutôt la recherche de la sécurité, le goût de la dépense, le prestige attaché à l'adoption de comportements acculturés. Ils sont aux antipodes de l'idéologie marchande : appât du gain, épargne-accumulation, recherche de l'élévation sociale.

* * *

Les exemples précédents montrent l'existence d'un surproduit social, d'un *surplus above subsistence*. Une masse de biens ou de services convertibles en monnaie est produite par un groupe social au-delà des besoins satisfaits, soit de la majorité de la population (surplus de classe), soit du même groupe pendant la période précédente (surplus de masse). Les modes de production sont certes variables — économie d'exportation dans un cas, développement économique par le salariat dans l'autre — mais les effets immédiats ne sont pas très différents sauf sur un point : ils stimulent l'équipement domestique, la construction de maisons, favorisent plus ou moins la promotion des jeunes générations ; ils ne paraissent pas susciter le même dynamisme.

Le « théorème du surplus » selon lequel celui-ci est générateur de développement revient ici à apprécier le dynamisme d'un groupe social. C'est l'idéologie du progrès économique par l'investissement qui est génératrice de la création du surplus chez les planteurs, c'est l'idéologie traditionnelle de la dépense, du prestige, de la consommation ostentatoire, c'est la recherche de la sécurité plus que l'élévation sociale qui explique avec les réserves que j'ai faites que l'on arrive à des résultats différents.

Ce serait certainement trop présumer de l'avenir que de sceller les effets du surplus de masse qui vient de se manifester à ses apparences actuelles. Que la consommation ne soit pas créatrice d'un dynamisme économique d'une nouvelle forme est à démontrer. De toute façon, je pense que le concept de surplus est un instrument commode pour l'approche d'un processus de croissance économique mais il n'est qu'une apparence : c'est dans le dynamisme du groupe qui le produit et dans les facteurs de ce dynamisme qu'il faut rechercher l'explication du développement et de ses limites.

O.R.S.T.O.M., Pape'ete.

CAHIERS INTERNATIONAUX DE SOCIOLOGIE

Revue publiée avec le concours du C.N.R.S.

vol. 69, 1970.

Robineau .

EXTRAIT

- 9 NOV. 1973

O. R. S. T. O. M.

Collection de Référence

n° B6397 Eco.